

Chypre

Conseil de l'Europe

Adhésion : 24 mai 1961

La Convention

Signature : 16 décembre 1961

Ratification : 6 octobre 1962

Juge en fonction

George NICOLAOU

Historique des juges

Loukis LOUCAIDES (1998-2008)

Andreas Nicolas LOIZOU

(1990-1998)

Mehmed ZEKIA (1961-1984)

Premier arrêt

Modinos c. Chypre (22 avril 1993)

La Cour et Chypre au 1^{er} janvier 2011

Nombre total d'arrêts : 60

Arrêts de violation : 50

Arrêts de non-violation : 4

Autres arrêts : 6

Décisions d'irrecevabilité : 498

Requêtes pendantes : 141

Exemples d'affaires concernant Chypre

***Kyprianou c. Chypre* (15 décembre 2005)**

Michalakis Kyprianou, avocat de profession, se plaignait de n'avoir pas été jugé par un tribunal indépendant et impartial, car c'est la même juridiction qui a estimé qu'il s'était rendu coupable d'outrage à la cour et qui l'a jugé et sanctionné.

Violation de l'article 6 (droit à un procès équitable)

Violation de l'article 10 (liberté d'expression)

***Kafkaris c. Chypre* (12 février 2008)**

L'affaire concernait en particulier le grief de Panayiotis Agapiou Panayi, alias Kafkaris, selon lequel les modifications apportées au règlement pénitentiaire et à la législation interne ont augmenté rétroactivement sa peine d'emprisonnement, qui est passée de vingt ans à une durée indéterminée.

Violation de l'article 7 (pas de peine sans loi)

Non-violation de l'article 3 (interdiction des traitements inhumains ou dégradants)

Non-violation de l'article 5 (droit à la liberté et à la sûreté)

Non-violation de l'article 14 (interdiction de la discrimination)

Exemple de mesure générale

***Aziz c. Chypre* (22 juin 2004)**

Impossibilité pour le requérant de voter aux élections législatives en raison de son appartenance à la communauté chypriote turque.

⇒ Nouvelle législation donnant effet au droit de vote et d'éligibilité aux élections législatives, municipales et communautaires aux ressortissants chypriotes d'origine turque résidant habituellement dans la république de Chypre.